

# Cilss

**COMITE PERMANENT INTER-ETATS  
DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE  
DANS LE SAHEL  
B.P. 7049 OUAGADOUGOU  
TEL. 30.67.57 / 58**



**PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE  
FOR DROUGHT CONTROL  
IN THE SAHEL  
FAX : 30.72.47  
TELEX : 5263 COMITER**

SECRETARIAT EXECUTIF

-----  
PROGRAMME MAJEUR POLITIQUE SECURITE ALIMENTAIRE

-----  
**PREGEC**

PROJET REGIONAL DE PREVENTION ET GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL  
-----

**COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE REGIONALE SUR  
L'EVALUATION DE LA SITUATION AGRICOLE ET  
ALIMENTAIRE AU SAHEL  
(Bamako du 22-25 mars 1999)**

# SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	4
<b>I - PRESENTATION DE LA RENCONTRE REGIONALE SUR L'EVALUATION DE LA SITUATION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE AU SAHEL .....</b>	<b>4</b>
1.1 OBJECTIFS ET RESULTATS DE LA RENCONTRE.....	4
1.2 PARTICIPANTS.....	5
1.3 DEROULEMENT DES TRAVAUX.....	5
1.6 DOCUMENTS DE TRAVAIL .....	5
<b>II - DEROULEMENT ET CONCLUSIONS DE LA RENCONTRE .....</b>	<b>7</b>
2.1- CÉRÉMONIE D'OUVERTURE.....	7
2.2 - CONCLUSION DES TRAVAUX.....	9
2.2.1. - <i>principaux résultats</i> .....	9
2.2.1.1.- <i>des synthèses par pays et au niveau régional sur la campagne agricole 1998/99 et l'évolution</i> .....	9
2.2.1.2. - <i>des compléments d'information et des analyses de la vulnérabilité</i> .....	10
2.2.1.3. - <i>des actions déjà engagées ou envisagées par les états, les bailleurs de fonds et les ongs</i> .....	10
2.2.1.4. - <i>de l'évaluation et de l'évolution des dispositifs du suivi renforcé de l'hivernage</i> .....	10
2.2.1.5. - <i>du calendrier des prochaines réunions sur l'évolution de la situation agricole et alimentaire au sahel</i> .....	11
2.2.2.- <i>principales recommandations</i> .....	11
<b>A N N E X E S.....</b>	<b>13</b>
ANNEXE 1 : BUREAU DE LA RENCONTRE .....	14
ANNEXE 2 : AVIS SUR LA SITUATION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE AU SAHEL EN 1999 ET SUR LES INTERVENTIONS RECOMMANDEES .....	15
ANNEXE 3 : ACTIONS PRIORITAIRES DANS LE CADRE DE LA PREVENTION ET DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL .....	19
ANNEXE 4 : MOTION DE REMERCIEMENT .....	41
ANNEXE 5 : PROGRAMME DE TRAVAIL .....	42

ANNEXE 6 : DISCOURS.....	45
• DISCOURS DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE A LA CEREMONIE D'OUVERTURE DE LA REUNION D'EVALUATION DE LA SITUATION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE AU SAHEL BAMAKO, DU 22-25 MARS 1999 .....	45
• DISCOURS DE MADAME LE SECRETAIRE EXECUTIF DU CILSS A L'OUVERTURE DE LA REUNION D'EVALUATION DE LA SITUATION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE AU SAHEL BAMAKO, DU 22-25 MARS 1999.....	47
• ALLOCUTION DE CLOTURE PRONONCEE PAR DR. KOITA MAMADOU, SECRETAIRE GENERAL DU MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DE L'EAU DE LA REPUBLIQUE DU MALI .....	49
ANNEXE 7 : LISTE DES PARTICIPANTS.....	51

## INTRODUCTION

Les bonnes récoltes enregistrées sur l'ensemble du Sahel en 1998 n'empêchent pas néanmoins qu'existent dans certaines régions des difficultés d'approvisionnement liées à de mauvaises récoltes ou autres facteurs, comme par exemple au centre et au nord du Sénégal, en Mauritanie ou dans certaines zones de la Gambie. Sans parler bien sûr de la Guinée Bissau qui a été affectée à partir de juin 1998 par des combats ayant entraîné des mouvements de population importants et des perturbations dans les activités agricoles durant l'hivernage qui venait de démarrer. Par ailleurs, les estimations établies par les missions en octobre/novembre restent préliminaires, car les enquêtes ont été généralement menées avant la fin de la récolte et comprennent des prévisions pour les cultures de décrue et de contre-saison (notamment en Mauritanie, où les cultures pluviales ne représentent qu'environ un tiers de la production totale). Le dispositif des enquêtes agricoles permet de connaître en début d'année les résultats définitifs de la production céréalière et de revoir les bilans en conséquence.

C'est pourquoi il est apparu utile de faire à nouveau le point de la situation en début d'année 1999, une fois que l'ensemble des cultures aura été récoltée mais pas trop tard pour permettre de mettre en oeuvre sans tarder des actions d'assistance si nécessaire pendant la période de soudure. Le Secrétariat Exécutif du CILSS a donc proposé d'organiser une rencontre régionale à Bamako du 22 au 25 mars 1999 avec des représentants de chaque pays membres et des experts des systèmes d'information, des agences d'aide et des bailleurs de fonds en vue de mener cette évaluation de la situation agricole et alimentaire et des actions nécessaires avant l'arrivée de la période de soudure.

Cette rencontre a permis aussi de faire l'évaluation du dispositif de suivi renforcé de l'hivernage 1998 mis en place par le CILSS et de discuter de son renouvellement/évolution en 1999 au vu notamment des changements institutionnels prévus avec la fin prochaine du projet DIAPER III et le démarrage du projet PREGEC. Il a en effet été récemment décidé que l'équipe Centrale d'Animation (ECA) du projet DIAPER III pourrait poursuivre son travail pendant un an mais les animations locales de DIAPER dans chaque pays vont disparaître à la fin avril 1999. Cela pourra poser des problèmes de suivi/coordination dans les pays, notamment pour la réalisation des enquêtes agricoles et l'organisation des missions d'évaluation des récoltes dans chaque pays. Il convient donc de discuter de cette période transitoire et d'envisager les solutions appropriées en lien avec les pays.

## I - PRESENTATION DE LA RENCONTRE REGIONALE SUR L'EVALUATION DE LA SITUATION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE AU SAHEL

### 1.1 OBJECTIFS ET RESULTATS DE LA RENCONTRE

#### Objectifs de la rencontre de mars 1999 et résultats attendus

*Les objectifs de la réunion sont donc les suivants :*

- faire l'évaluation de la situation agricole et alimentaire dans chaque pays au vu notamment des estimations définitives de la production céréalière 1998,
- identifier les zones et populations vulnérables durant la prochaine période de soudure et les actions d'assistance nécessaires,
- évaluer le dispositif de suivi de l'hivernage au Sahel et discuter de ses éventuelles évolutions.

*Les résultats attendus de la réunion sont :*

- une évaluation précise au niveau national et régional de la situation agricole et alimentaire incluant une mise à jour des bilans céréaliers nationaux et une identification des zones vulnérables durant la prochaine période de soudure,
- des recommandations sur les interventions nécessaires pour les administrations nationales, les ONG et les organismes bilatéraux ou internationaux incluant une revue des opérations déjà engagées,
- des propositions sur l'évolution du dispositif de suivi de l'hivernage au Sahel incluant un programme de travail et de répartition des tâches pour 1999.

## **1.2 PARTICIPANTS**

La rencontre a regroupé :

- des pays membres du CILSS ;
- des partenaires au développement (Club du Sahel, Union Européenne, France, Canada, Etats-Unis d'Amérique...) ;
- d'organismes régionaux et internationaux (UEMOA, Fédérations Internationales des Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge, FAO, FEWS, PAM, AFRISTAT, ACMAD...) ;
- collectifs d'ONGs, ONGs nationales et internationales ;
- d'Organisations Paysannes et d'Associations Féminines sahéniennes (cf. liste des participants en annexe 7).

## **1.3 DEROULEMENT DES TRAVAUX**

Les travaux se sont déroulés en plénières pendant 4 jours du lundi 22 mars au jeudi 25 mars 1999.

- ◇ la 1<sup>ère</sup> journée a été consacrée aux présentations des situations nationales,
- ◇ la deuxième journée a été consacrée à la présentation de la situation régionale, et à l'identification des zones et populations vulnérables et aux discussions des situations nationales et régionales ;
- ◇ la troisième journée a été consacrée aux informations sur les actions déjà engagées ou envisagées par les Etats et les bailleurs de fonds et à la discussion sur les expériences et actions engagées. Elle a été aussi consacrée à d'autres informations et discussions ayant trait à l'aide alimentaire au Sahel et à la coordination des interventions durant la période de soudure, ainsi qu'à l'évolution du dispositif de suivi en 1998 et 1999 et enfin à la programmation des réunions futures du projet PREGEC ;
- ◇ la quatrième journée a été consacrée à la rédaction des comptes rendu, à leur discussion/adoption et à la clôture officielle.

## **1.6 DOCUMENTS DE TRAVAIL**

Les rapports nationaux et des ONG ci-après ont été produits et présentés à la rencontre :

1. Evaluation de la situation agricole et alimentaire cas du Burkina Faso - mars 99
2. Résumé de la situation agricole et alimentaire 1998-99 cas du Cap-Vert
3. 1998/99 assessment of the agricultural and food situation in the Gambia - March 99
4. Dispositif de suivi renforcé de l'hivernage 1998 en république du Mali (situation mars 99) - Evaluation de la vulnérabilité courant février 1999 au Mali ( by Fewes - USAID)

5. Communication sur la situation agricole et alimentaire en Mauritanie pour la campagne 1998/99 - Bilans céréaliers ex-post 1997/98 et prévisionnel 1998/99 de la Mauritanie - mars 99
6. Evaluation de la situation agricole et alimentaire au Niger et évolution du suivi de l'hivernage
7. Evaluation de la situation agricole et alimentaire - résultats de la campagne agricole 1998/99 - dispositif de suivi de l'hivernage au Sénégal - Mars 99
8. Rapport du Tchad sur la réunion régionale d'évaluation de la situation agricole et alimentaire dans le Sahel - mars 99
9. Sécurité alimentaire - sud du Tchad
10. La sécurité alimentaire au Catholic Relief Services - du Bureau régional d'Afrique de l'ouest - Accra - Ghana 1998/99
11. Résumé des présentations sur la situation agricole et alimentaire dans les pays de FEWS (Mali, Mauritanie, Tchad)
12. Situation alimentaire céréalière prévisionnelle des pays du CILSS - exercice 1998/99 révisé en mars 1999 - par le DIAPER III
13. Situation alimentaire céréalière prévisionnelle des pays du CILSS - exercice 1997/98 par le DIAPER III
14. L'aide alimentaire 1976-1998 et perspectives 1999 par CARITAS Caboverdiana
15. Situation report - Région du Sahel sécurité alimentaire par Croix Rouge Internationale
16. Les perspectives du bureau OFDA en matière de sécurité alimentaire au Sahel
17. Actions prioritaires dans le cadre de la prévention et la gestion des crises alimentaires au Sahel par pays et par organisme
18. Avis sur la situation agricole et alimentaire au Sahel en 1999 et sur les interventions recommandées
19. Monétisation



## II - DEROULEMENT ET CONCLUSIONS DE LA RENCONTRE

### 2.1- CEREMONIE D'OUVERTURE

Du 22 au 25 mars 1999, s'est tenue à Bamako, République du Mali, la Rencontre Régionale d'évaluation de la situation agricole et alimentaire au Sahel. La cérémonie officielle d'ouverture était placée sous la présidence du Dr. Modibo TRAORE, Ministre du Développement Rural et de l'Eau du Mali en présence de Madame CISSE Mariam K. SIDIBE, Secrétaire Exécutif du CILSS, du Directeur Général de l'INSAH, de Messieurs les Représentants de la FAO et du PAM au Mali et une cinquantaine de participants représentant les Etats-membres du CILSS, les Institutions, Organismes Régionaux, Internationaux, ONG et partenaires.

Dans son allocution d'ouverture, (cf. annexe 6) Dr. Modibo TRAORE, Ministre du Développement Rural et de l'Eau du Mali, a souhaité la bienvenue à tous les participants et remercié les partenaires au développement venus assister à la Rencontre. Il a ensuite précisé que la sécurité alimentaire est un objectif majeur de la politique de développement des Etats membres du CILSS. C'est pourquoi, il estime que l'initiative du CILSS de renforcer le suivi de la campagne agricole et alimentaire est à saluer et à encourager. De ce point de vue, il attend de la rencontre de Bamako des recommandations pertinentes susceptibles d'aider les décideurs à prendre les décisions les mieux appropriées pour prévenir et gérer les cas de crises alimentaires aussi bien au niveau régional qu'au niveau de chacun des Etats. Sur ce, il a déclaré ouvert les travaux de la Rencontre.

Auparavant, Madame le Secrétaire Exécutif du CILSS a remercié le Président de la République du Mali, le Gouvernement et le Peuple maliëns pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité généreuse qui ont été réservés aux participants à la présente Rencontre de Bamako.

Elle a, en outre, rappelé les objectifs de la Rencontre, à savoir :

- Evaluer la situation agricole et alimentaire dans chaque pays ;
- Identifier les zones et populations vulnérables durant la période de soudure et les actions d'assistance nécessaire et mesurer l'évolution des dispositifs de suivi de l'hivernage mis en place depuis 1998 dans le but de renforcer les systèmes de prévention et de gestion des crises alimentaires au Sahel.

Elle s'est félicitée de la participation des représentants de la Société Civile aux côtés des acteurs traditionnels que sont les Etats, les partenaires au développement et les organismes internationaux, qui marque la volonté du CILSS, d'accompagner la transition en cours dans nos pays d'une situation où le processus de décision, d'information, d'intervention et d'analyses en matière de sécurité alimentaire est plus le fait des pouvoirs publics, à une situation où tous les acteurs (publics et privés) sont impliqués.

Elle a terminé son intervention en remerciant l'ensemble des partenaires qui accompagnent le CILSS dans cette expérience.

Après la mise en place du bureau (cf. annexe 1) et l'adoption de l'ordre du jour (cf. annexe 5), les discussions ont porté sur :

- la présentation des synthèses par pays sur la situation agricole et alimentaire (résultats définitifs de la production céréalière, évaluation de la vulnérabilité et des zones à risque, données sur le bilan céréalière, actions d'assistance déjà engagées ou envisagées par les Etats, les Bailleurs de Fonds, les ONGs, etc...) ;
- la synthèse régionale (CILSS/DIAPER/Centre AGRHYMET) et la mise à jour des bilans céréalières (DIAPER et FAO/SMIAR) ;
- les compléments d'information et les analyses de la vulnérabilité par le FEWS, le PAM/VAM, les ONGs sahéliennes et internationales et les Opérateurs locaux ;
- les éléments d'information sur la situation agricole dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest (FAO/SMIAR) ;
- la méthodologie d'identification des zones vulnérables par l'utilisation de la télédétection : le cas du Tchad /FEWS ;
- la monétisation de l'aide alimentaire à travers l'expérience du Catholic Relief Services dans certains pays du Sahel ;
- les perspectives du Bureau OFDA en matière de sécurité alimentaire au Sahel ;
- les informations sur la convention de Londres ;
- les échanges de vue sur la coordination des interventions durant la période de soudure ;
- l'évaluation du dispositif de suivi de l'hivernage en 1998 ;
- l'évolution du dispositif de suivi en 1999 dans le contexte de la fin du projet DIAPER III et du nouveau projet PREGEC ;



- le calendrier des prochaines réunions sur l'évaluation de la situation agricole et alimentaire au Sahel.

## 2.2 - CONCLUSION DES TRAVAUX

### 2.2.1. - Principaux Résultats

#### 2.2.1.1. *Des synthèses par pays et au niveau régional sur la campagne agricole 1998/99 et l'évolution des prix.*

La production céréalière brute des pays du CILSS (sans la Guinée-Bissau) est estimée à 10.762.200 tonnes en 1998 contre 7.947.900 en 1997, soit une augmentation de 35,4%. Ce niveau de production est supérieur de 21,3 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Ces bonnes récoltes permettront de reconstituer les stocks paysans dans la plupart des Etats et les stocks nationaux de sécurité, mais ces derniers n'ont pas atteint leur niveau optimal dans tous les pays (Niger, Tchad particulièrement).

Les prévisions d'importation sont évaluées à 1.766.200 tonnes et sont constituées essentiellement de riz et de blé ; l'aide alimentaire programmée y représente 7% soit 117.600 tonnes.

Les disponibilités céréalières totales avant importation se chiffrent à 9.304.100 tonnes contre des besoins estimés à 10.841.900 tonnes.

Si le programme d'importation prévu se réalisait, il se dégagerait un excédent régional de 229.100 tonnes.

Sur les 8 pays du CILSS ayant présentés un bilan céréalier au vue des annonces actuelles d'aide alimentaire et d'importations :

- Deux pays sont excédentaires : Burkina Faso et Niger.
- Trois pays enregistrent un léger déficit : Sénégal, Mali et Tchad.
- Trois pays enregistrent un déficit plus accentué : Cap-Vert, Mauritanie et Gambie.

Les projections faites sur la Guinée-Bissau laissent entrevoir une production inférieure à la moyenne (120.000 Tonnes) selon les estimations faites par le SMIAR/FAO.

Les marchés céréaliers sont bien approvisionnés dans l'ensemble des pays avec des prix généralement inférieurs à ceux de l'année 1997 à la même période. Cependant on assiste à une légère hausse saisonnière dans tous les pays. De fortes variations existent entre les zones excédentaires et les zones déficitaires.

#### *2.2.1.2. Des compléments d'information et des analyses de la vulnérabilité.*

Malgré la situation d'excédents céréaliers observée à l'échelle régionale, des zones de déficit sont enregistrées un peu partout dans tous les pays pouvant exposer les populations concernées à des difficultés alimentaires. Ces différentes zones ont été localisées dans les rapports nationaux présentés au cours de la Rencontre.

Ce constat établi par les Etats a été plus confirmé par les situations décrites dans les documents fournis notamment par le FEWS, l'OFDA et l'ACMAD.

Pour faire face à cette situation d'insécurité alimentaire, plusieurs actions d'atténuation sont envisagées ou en cours de réalisation dans les pays.

#### *2.2.1.3. Des actions déjà engagées ou envisagées par les Etats, les Bailleurs de Fonds et les ONGs.*

Ces actions concernent principalement :

- La reconstitution de stocks de sécurité ;
- la mise en place de banques céréalières ;
- la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus ;
- l'opération de monétisation de l'aide alimentaire ;
- la surveillance des zones à risques ;
- la mise en place de programmes régionaux, Food For Work (projet PAM/SEN 60421.00) ;
- les distributions gratuites de vivres en cas de crise aiguë et à titre exceptionnel.

#### *2.2.1.4. De l'évaluation et de l'évolution des dispositifs du suivi renforcé de l'hivernage.*

Les représentants des pays et les partenaires au développement ont fortement apprécié l'initiative du CILSS sur le suivi renforcé de l'hivernage 1998. En effet, ces dispositifs ont permis aux Etats de fournir aux acteurs des informations sur la situation agricole et alimentaire dès le mois d'Août. Cependant, ils souhaitent qu'à l'avenir les moyens soient mis en place le plus tôt possible.

Les activités des enquêtes agricoles annuelles seront financées par les Etats qui ont, pour la plupart inscrit les dépenses correspondantes dans leur budget. Les activités au niveau régional du Projet DIAPER III (missions d'évaluation des récoltes, réunion de validation des données sur le bilan céréalier...) restent menées par le Centre AGRHYMET dans le cadre du Programme Majeur Information du CILSS. Le Programme Majeur Sécurité Alimentaire et le Projet PREGEC continueront à assurer la coordination des activités du suivi renforcé de l'hivernage et la préparation des rencontres régionales sur le sujet en collaboration avec les partenaires du CILSS.

#### 2.2.1.5. *Du calendrier des prochaines réunions sur l'évolution de la situation agricole et alimentaire au Sahel.*

Au niveau de la coordination régionale, quatre réunions sont prévues sous l'égide du CILSS, à savoir :

- l'évaluation préliminaire sur la situation alimentaire en début septembre ;
- les résultats prévisionnels de la campagne agricole en début novembre ;
- la réunion sur l'évaluation définitive de la campagne agricole et l'évolution de la situation alimentaire dans les pays en début mars.
- en collaboration avec le Club du Sahel et la FAO, le CILSS organisera la réunion du Réseau de Prévention des crises alimentaires au Sahel en fin novembre.

#### 2.2.2.- Principales Recommandations

Suite aux discussions et interventions, la Rencontre a formulé les recommandations suivantes à l'intention des Etats, des partenaires au développement et des acteurs nationaux et internationaux :

- prendre des dispositions pour mieux apprécier la situation agricole et alimentaire dans les pays membres du CILSS et notamment en Guinée-Bissau.
- poursuivre et renforcer la stratégie d'harmonisation des actions avec les autres acteurs intervenant dans les pays membres du CILSS (UEMOA, Fédération des Sociétés de Croix Rouges et Croissants Rouges, OFDA, Office de l'Aide Alimentaire de l'USAID, RESAL, PAM, FAO, FEWS, Club du Sahel...).
- Concernant l'évolution des dispositifs de suivi renforcé de l'hivernage 1999, une plus large implication de tous les acteurs : Etats, ONGs, Organisations Paysannes, Société Civile... Ils ont en outre manifesté leur souhait de poursuivre ce dispositif et de renforcer la collaboration entre les structures nationales, les ONGs, le CILSS et ses partenaires internationaux pour le suivi de la situation agricole et alimentaire.
- Compte tenu de la fin du Projet DIAPER III, sensibiliser les Etats et les partenaires au développement sur la nécessité de mettre à temps les moyens nécessaires pour l'exécution de l'enquête agricole dans les pays.
- Sensibiliser les Etats membres du CILSS et les partenaires au développement sur les nouvelles actions qui pourront rester nécessaires dans les zones vulnérables en vue d'assurer une bonne période de soudure , à travers notamment , :

- “ le renforcement de la surveillance ;
- “ le transfert de céréales des zones excédentaires vers les régions déficitaires ;
- “ la mise à disposition de semences pour la prochaine campagne hivernale ;
- “ l'appui aux activités génératrices de revenus ;
- “ les banques céréalières ;
- “ les ventes de céréales à des prix modérés ;
- “ les opérations de sauvegarde du bétail.

A la fin de ses travaux, la Rencontre a formulé un Avis sur la situation agricole et alimentaire au Sahel en 1999 et sur les interventions recommandées (cf. annexe 2). A cet effet, les représentants des pays, des ONG et des certaines organisations internationales ont donné des informations sur les actions engagées et/ou envisagées (cf. annexe 3).

Ensuite, les participants ont adressé une Motion de Remerciements au Gouvernement et au Peuple maliens pour l'accueil chaleureux et les facilités qui leur ont été réservés au cours de leur séjour au Mali (cf. annexe 4).

# ANNEXES

**BUREAU DE LA RENCONTRE**

**PRESIDENT** : Abdoulaye TOURE Conseiller Economique du  
Président de la République du Mali.

**VICE-PRESIDENT** : N'GARASSEMTA N'Gaorndjan - Tchad

**RAPPORTEURS** : Amadou Mactar KONATE – Sénégal  
Yabilan Maman – Niger  
Avec l'appui des experts du CILSS et de la FAO.



**AVIS SUR LA SITUATION AGRICOLE  
ET ALIMENTAIRE AU SAHEL EN 1999 ET SUR  
LES INTERVENTIONS RECOMMANDEES**

En vue d'évaluer la situation agricole et alimentaire, d'analyser la vulnérabilité actuelle dans les pays du Sahel et de discuter des actions nécessaires avant l'arrivée de la prochaine période de soudure, le Secrétariat Exécutif du CILSS a organisé du 22 au 25 Mars 1999 à Bamako une rencontre régionale avec des représentants de chaque pays membre, Organisations régionale et internationale des experts des systèmes d'information, des agences d'aide et des bailleurs de fonds (ONG et organismes bilatéraux et multilatéraux).

### **1) ANALYSE DE LA SITUATION**

Les représentants de chaque pays ont présenté un rapport d'évaluation de la situation agricole et alimentaire et actualisé les données sur la production céréalière 1998 et les bilans céréaliers pour la campagne commerciale 1998/99. Les représentants des ONG et les systèmes régionaux ou internationaux (DIAPER, Centre AGRHYMET, FEWS, PAM, FAO/SMIAR...) ont complété ces présentations et donné leur propre appréciation de la situation. Quelques présentations ont également été faites sur la situation dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest et sur des questions d'ordre méthodologique.

En prenant en compte les résultats définitifs des enquêtes agricoles sur la production maintenant disponibles au Burkina Faso, en Gambie et au Niger, les révisions des prévisions de production de cultures de décrue ou irriguées dans certains autres pays et une estimation de la production en Guinée Bissau en baisse d'environ un tiers par rapport à 1997, la production céréalière dans les neuf pays du CILSS approche les 10.900.000 tonnes, soit une augmentation de 34,5% par rapport à 1997 et de 20,3% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Ce chiffre est également en légère augmentation (de 2%) par rapport aux prévisions établies en novembre 1998 suite aux missions CILSS/FAO d'évaluation des récoltes. Par rapport à ces prévisions, on constate un écart positif au Burkina Faso, en Mauritanie et au Tchad et un écart négatif en Gambie et au Niger.

Cette production brute permettra de dégager une quantité nette de céréales d'environ 8.900.000 tonnes constituées à 92% de céréales sèches, et 8% de riz, la production de blé restant très limitée. Ces bonnes productions vont permettre d'améliorer globalement la sécurité alimentaire des populations en 1998/99 par rapport à l'année 1997/98 qui avait connu, suite parfois à plusieurs années de mauvaises récoltes, des pénuries alimentaires et des tensions sur les marchés avec de fortes augmentations de prix dans de nombreuses régions. Cette amélioration des disponibilités au niveau

régional n'exclut pas l'apparition de difficultés localisées dans certaines régions. Elle ne doit pas faire oublier non plus que se posent des problèmes de stabilité des approvisionnements dans le temps (pour couvrir les besoins jusqu'à la prochaine récolte) et dans l'espace (dans un même pays coexistent des zones déficitaires et des zones excédentaires) ainsi que des problèmes d'accès à la nourriture, même quand elle est disponible sur les marchés (problèmes de revenus et de pauvreté).

Ces bonnes récoltes permettront de reconstituer les stocks paysans dans la plupart des pays et les stocks nationaux de sécurité, mais ces derniers n'ont pas atteint leur niveau optimal dans tous les pays (au Niger et au Tchad). Les marchés céréaliers sont actuellement bien approvisionnés dans l'ensemble des pays avec des prix généralement nettement inférieurs à ceux de l'année dernière à la même époque. Cependant, ils ont amorcé leur hausse saisonnière dans plusieurs pays avec souvent des différences notoires entre les zones excédentaires et les zones déficitaires ce qui montre l'insuffisance des transferts des céréales des zones excédentaires vers les zones déficitaires ou l'insuffisance des mesures d'atténuation apportées.

## 2) ZONES VULNERABLES ET ACTIONS NECESSAIRES

Après établissement des bilans céréaliers, il ressort que des disponibilités totales apparaissent légèrement supérieures aux besoins sur le plan régional. Toutefois, l'analyse doit être affinée dans chaque pays, des zones déficitaires ayant été identifiées suite à des inondations et autres mauvaises conditions agro-climatiques ayant affecté le bon déroulement de la campagne agricole. L'accessibilité des populations aux céréales pourraient être difficile dans ces zones. Leur localisation se présente comme suit :

- Burkina Faso : provinces de Boulgou, Bazéga, Ouhitenga, Sanguié, Kouritenga et Boulkiemdé ;
- Cap-Vert : quasiment tout le pays mais particulièrement la zone rurale ;
- Guinée-Bissau : tout le pays à cause de l'insécurité mais particulièrement les régions de Bissau, Biombo, Bafata et Gabu ;
- Mali : nord ouest de la région de Kayes et de Mopti, nord de la région de Ségou, région de Kidal, Gao et Tombouctou ;
- Mauritanie : wilayas des Hodhs El Chargui et El Gharbi, du Gorgol de l'Assaba et du Guidimakha, Tagant, Brakna, Trarza et les zones péri-urbaines dans la zone sylvo-pastorale ;
- Gambie : Lower and Upper Niomi dans la Northern Bank Division, Kiang West and Central dans la Lower River Division et Foni dans Western Division ;
- Niger : arrondissements de Illéla, Bouza, Konni, Matameye, nord Tillabéry (Aiorou), sud Ouallam, centre Madaoua, nord Mirriah, nord Tanout (Belbedji), centre Mayahi, sud Diffa et sud N'Guigmi, Bilmah ;
- Sénégal : localités du Centre-Nord, Centre-Ouest, Sud (Ziguinchor), Centre-Sud.
- Tchad : le Logone Oriental, le Logone Occidental, la Tandjilé, le Moyen Chari et le Mayo-Kebbi.

Les participants à la rencontre ont passé en revue les différentes actions engagées ou programmées dans les différents pays qui permettront de répondre aux difficultés rencontrées ou prévisibles dans les zones indiquées ci-dessus. Les représentants des ONGs ont notamment explicité les actions qu'elles mènent dans le domaine de la sécurité alimentaire et de l'assistance aux populations vulnérables. Un tableau récapitulant toutes ces interventions pays par pays a ainsi pu être dressé.

Au niveau régional, en février 1999, le PAM a approuvé une opération régionale pour répondre à l'insécurité alimentaire des populations vulnérables du Sahel confrontés à des déficits de production céréalière et de culture de rente. A travers cette opération, le PAM envisage de toucher 1.040.000 bénéficiaires et de distribuer 39.800 tonnes des vivres (céréales, haricots et huile végétale). Le coût

total de cette opération s'élèvera à plus de 23 millions de dollars. Le PAM intensifiera ses propres activités de développement dans les régions vulnérables en collaboration avec les Gouvernements concernés, les ONGs et d'autres Organisations de la Société Civile, en n'utilisant les distributions gratuites qu'en dernier ressort. Dans le contexte actuel de bonnes récoltes au Sahel, le recours aux achats locaux sera privilégié mais la mobilisation des fonds nécessaires pour effectuer des achats locaux ou régionaux reste une contrainte.

D'autres partenaires internationaux (Fédération Internationale des Croix Rouge et des Croissants Rouge ( OFDA/FFP, ONGs et collectif d'ONG, Plates formes des paysans, RESAL, UEMOA,...) ont apporté leurs contributions aux débats sur leurs interventions dans le domaine de la sécurité alimentaire au Sahel, par exemple en matière de monétisation de l'aide ou d'appui aux systèmes nationaux ou régionaux de suivi.

En conclusion, il ressort de l'analyse de la situation des zones vulnérables, que de nouvelles actions seront nécessaires dans ces zones en vue d'assurer une bonne période de soudure. Elles concernent en particulier :

- le renforcement de la surveillance ;
- le transfert de céréales des zones excédentaires vers les régions déficitaires ;
- la mise à disposition de semences pour la prochaine campagne hivernale ;
- l'appui aux activités génératrices de revenu ;
- les banques céréalières ;
- les ventes de céréales à des prix modérés ;
- les opérations de sauvegarde du bétail.

### **3) DISPOSITIF DE SUIVI DE L'HIVERNAGE**

Les participants à la Rencontre ont ensuite fait une évaluation du dispositif de suivi renforcé de l'hivernage mis en place par le CILSS au début de la saison agricole 1998 qui a notamment permis d'organiser une rencontre régionale de pré-évaluation de la campagne agricole en septembre 1998 à Niamey puis cette nouvelle rencontre à Bamako à laquelle ont été associés des représentants des ONGs sahéliennes et internationales. Les premières estimations faites en septembre (production céréalière totale pouvant dépasser les 10 millions de tonnes) se sont révélées justifiées lors des évaluations de récoltes en octobre/novembre et confirmées suite à la publication des résultats définitifs. L'appui apporté par le CILSS a été apprécié par les pays qui ont préparé des rapports bien construits et détaillés.

Les participants ont manifesté leur souhait de poursuivre ce dispositif en 1999 et de renforcer les collaborations entre les structures nationales, les ONGs, le CILSS et ses partenaires internationaux (UEMOA, FAO, PAM, FEWS,...) pour le suivi de la situation agricole et alimentaire. Le problème de l'arrêt du Projet DIAPER III a été soulevé. Les activités des enquêtes agricoles annuelles seront financées par les Etats qui ont introduit les dépenses correspondantes dans leur budget dans la plupart des pays mais des difficultés peuvent subsister pour la mise à disposition à temps des fonds. Les activités au niveau régional du Projet DIAPER III (missions d'évaluation des récoltes, réunion de validation des données sur les enquêtes agricoles,...) restent menées par le Centre AGRHYMET dans

le cadre du Programme Majeur Information du CILSS. Le Programme Majeur Sécurité Alimentaire et le Projet PREGEC continueront à assurer la coordination des activités du suivi renforcé de l'hivernage et la préparation des rencontres régionales sur le sujet en collaboration avec les partenaires du CILSS.

Fait à Bamako, le 25 mars 1999

La Rencontre Régionale

**ACTIONS PRIORITAIRES DANS LE CADRE DE LA PREVENTION ET  
DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL**

**ACTIONS PRIORITAIRES DANS LE CADRE DE LA PREVENTION ET DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL**  
**PAYS : CAP-VERT**

NIVEAU ACTION ET STRUCTURE RESPONSABLE	ACTIONS URGENTES (avant et pendant soudure)		ACTIONS DE CONSOLIDATION (délai 1 ans)	
	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)
<b>♦ ONG</b> - Caritas Caboverdienne - Croix Rouge <b>♦ Gouvernement</b> - Municipalités - National	- Sauvetage du bétail = 300 éleveurs - Crédits AGR/T – 300 personnes/familles - Semences pour les semailles - Aide alimentaire = 500 x 6 mois - Aide alimentaire  Programme d'urgence ➤ Création des postes de travail ➤ Construction des infrastructures Création de l'Unité de Coordination du Programme d'Urgence	En cours En cours En cours A réaliser  A réaliser  En cours « « En cours	Relancer l'appel aux bailleurs potentiels  Couvrir le déficit céréalier de 50.000 tonnes Confirmation des aides annuelles Réponses à l'appel d'urgence	En cours
<b>LOCAL (Préciser localités à risques)</b> <b>♦ ONG</b> ➤ Caritas : - Santiago – 10 paroisses - Santo-Antao – 6 paroisses - Fogo – 2 paroisses - S. Vicente ➤ Croix Rouge : - GPS vulnérables	Sauvetage du bétail AGR/T Aide en semences pour les semailles Aide alimentaire (Maio) Aide alimentaire	En cours  A réaliser « «	Formulation/hygiène, santé et nutrition Gestion d'économie familiale	



# Suite CAP-VERT

◆ Gouvernement	Programme d'urgence au niveau des municipalités	En cours	Renforcer les actions de sensibilisation des agriculteurs et éleveurs
Toutes les îles du pays spécialement les îles de : - Santiago - S. Antao - S. Nicolau - Brava et Fogo	- création des postes de travail - construction des infrastructures	«	Renforcement du dispositif de prévention et gestion des crises alimentaires.

(1) : Exemples : - reconstitution du stock national de sécurité (physique et financier en quantité), actions au niveau du dispositif national de suivi etc..  
- aide alimentaire, action génératrice de revenu, banques de céréales, approvisionnement en semences etc.. pour le niveau local avec précision approximative des besoins »

# ACTIONS PRIORITAIRES DANS LE CADRE DE LA PREVENTION ET DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL

PAYS : GAMBIE

NIVEAU ACTION ET STRUCTURE RESPONSABLE	ACTIONS URGENTES (avant et pendant soudure)		ACTIONS DE CONSOLIDATION (délai 1 ans)	
	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)
<b>NATIONAL</b>  ♦ <u>ONG</u>  ♦ Gouvernement	(1) Clôture des pâturages (2) Retenues d'eau (3) Disquetteres et ponts (4) creusement surcreusement des puits (5) achats de semences pour la campagne 1999/2000	Exécution de façon collaborative (Etat+PAM) pour l'approche travail contre nature		
	<b>LOCAL (préciser localités à risques)</b>  Upper + lower, Nivmi (NBD) Kiang west en central (LRD) Foni (5 districts) WD  ♦ Gouvernement	Besoins total nécessaire : 4000 tonnes pour les 9,100 - ménage pendant 3 mois de 9kg par personne/mois		

(1) : Exemples : - reconstitution du stock national de sécurité (physique et financier en quantité), actions au niveau du dispositif national de suivi etc..  
 - aide alimentaire, action génératrice de revenu, banques de céréales, approvisionnement en semences etc.. pour le niveau local avec précision approximative des besoins

(2) : En cours ou à réaliser

# ACTIONS PRIORITAIRES DANS LE CADRE DE LA PREVENTION ET DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL

PAYS : MALI

NIVEAU ACTION ET STRUCTURE RESPONSABLE	ACTIONS URGENTES (avant et pendant soudure)		ACTIONS DE CONSOLIDATION (délai 1 ans)	
	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)
♦ Gouvernement			- Suivi rapproché des zones à risques	
			- Budget d'intervention sur le fond de contrepartie	1 500 000 000 f acquis
			- actions contres ennemis des cultures	à réaliser
			- FSA : fonds de sécurité alimentaire	800 000 000 f acquis sur 5,5 milliards
			- stock national de sécurité	33 000 tonnes/35 000 tonnes, l'objectif sera atteint
♦ ONG et autres structures			- Culture de contre saison dans les zones vulnérables	en cours
			- Actions des ONG et Organismes internationaux comme le PAM	en cours
			- Poursuite, suivi rapproché des zones identifiées	en cours
			- Construction et consolidation banques de céréales ou magasin d'approvisionnement avec amélioration du Comité de Gestion	en cours
			- Actions en faveur des cantines scolaires	en cours et à réaliser
			- Programme de vaccination	-
			- Aides sociales aux familles et personnes démunies	à réaliser
			- le food for work	en cours et à réaliser
			- Réhabiliter des digues et disquettes dans les cercles de Gao et Bouroum	à réaliser

					- Constitution de stocks tampons des semences à cycle court pour faire face à un démarrage tardif de la campagne 1999/200	
--	--	--	--	--	---	--

- (1) : Exemples : - reconstitution du stock national de sécurité (physique et financier en quantité), actions au niveau du dispositif national de suivi etc..  
 - aide alimentaire, action génératrice de revenu, banques de céréales, approvisionnement en semences etc.. pour le niveau local avec précision approximative des besoins
- (2) : En cours ou à réaliser

## ACTIONS PRIORITAIRES DANS LE CADRE DE LA PREVENTION ET DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL

PAYS : MALI

NIVEAU ACTION ET STRUCTURE RESPONSABLE	ACTIONS URGENTES (avant et pendant soudure)		ACTIONS DE CONSOLIDATION (délai 1 ans)	
	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)
<b>LOCALITES A RISQUES</b>  ♦ Gao (Gao central, Bourem, central et Bamba)			- Réhabilitation de digues et diguettes dans le cadre du Food for Work	à réaliser
			- Action en faveur des cantines scolaires	à réaliser
			- Programme de vaccination	à réaliser
			- Consolidations de banques céréalières	à réaliser
			- Culture de contre saison	en cours
			- Actions diverses ONG et organismes internationaux	en cours

# PAYS : MALI (suite)

♦ Tombouctou (Farach, Gargando et Raz El Ma)			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi rapproché de la vulnérabilité</li> <li>- Actions en faveur des cantines scolaires</li> <li>- Programme de vaccination</li> <li>- Consolidations de banques céréalières</li> <li>- Culture de contre saison</li> <li>- Actions diverses ONG et organismes internationaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>en cours</li> <li>à réaliser</li> <li>à réaliser</li> <li>à réaliser</li> <li>en cours</li> <li>en cours</li> </ul>
♦ Kidal			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi rapproché de la vulnérabilité</li> <li>- Actions en faveur des cantines scolaires</li> <li>- Programme de vaccination</li> <li>- Consolidations de banques céréalières</li> <li>- Culture de contre saison</li> <li>- Actions diverses ONG et organismes internationaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>en cours</li> <li>à réaliser</li> <li>à réaliser</li> <li>à réaliser</li> <li>en cours</li> <li>en cours</li> </ul>

(1) : Exemples : - reconstitution du stock national de sécurité (physique et financier en quantité), actions au niveau du dispositif national de suivi etc..

(2) : En cours ou à réaliser  
- aide alimentaire, action génératrice de revenu, banques de céréales, approvisionnement en semences etc.. pour le niveau local avec précision approximative des besoins

**PAYS : MALI (suite)**

NIVEAU ACTION ET STRUCTURE RESPONSABLE	ACTIONS URGENTES (avant et pendant soudure)		ACTIONS DE CONSOLIDATION (délai 1 ans)	
	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)
<b>LOCALITES A RISQUES</b>  ♦ Nord de Kayes, Ségou et Mopti (population 403 000 personnes concernées)			- Actions en faveur des cantines scolaires	à réaliser
			- Programme de vaccination	à réaliser
			- Consolidations de banques céréalières	à réaliser
			- Culture de contre saison	en cours
			- Actions diverses ONG et organismes internationaux	en cours
			- Suivi rapproché de la vulnérabilité	en cours

(1) : Exemples : - reconstitution du stock national de sécurité (physique et financier en quantité), actions au niveau du dispositif national de suivi etc..  
 - aide alimentaire, action génératrice de revenu, banques de céréales, approvisionnement en semences etc.. pour le niveau local avec précision approximative des besoins

(2) : En cours ou à réaliser



# ACTIONS PRIORITAIRES DANS LE CADRE DE LA PREVENTION ET DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL

## PAYS : MAURITANIE

NIVEAU ACTION ET STRUCTURE RESPONSABLE	ACTIONS URGENTES (avant et pendant soudure)		ACTIONS DE CONSOLIDATION (délai 1 ans)	
	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)
<b>I - NATIONAL</b> <b>♦ ONG</b> <b>♦ avec appui PAM et UNICEF</b>  <b>♦ ONGs</b>  <b>♦ ONGs</b>	- Mise en place d'un programme de santé nutrition dans les zones à forte sous-alimentaire	en cours et doit s'étendre à d'autres zones	- Organisation et professionnalisation des ONGs nationales et intervenant dans la SA	à réaliser
	- Appui et sensibilisation à la mise en place d'un réseau de banques de céréales	en cours, en** et doit s'étendre à d'autres régions	- Plus d'intégration des ONGs nationales dans la sécurité alimentaire	en cours dans le cadre des programmes PAM et Unicef avec le CSA
	- Exécution d'activités génératrices de revenus	en cours, mais encore très réduit		
	- Suivi rapproché des zones à identifier dans le document	en cours		
<b>♦ Gouvernement :</b>  <b>* GTP suivi des zones à risques</b>  <b>* GSA</b>  <b>* Banque centrale</b>	- Mobilisation des ressources nécessaires aux interventions d'urgence (estimées à 26 000 tonnes)	à réaliser	- Mise en place d'un stock national de sécurité	en cour de mise en place avec l'appui de l'U.E.
	- Accorder une priorité aux importations de céréales pour compléter le déficit estimé à (71 000 tonnes)	en cours		

* CSA - Commissariat à la lutte contre la pauvreté	- Exécuter un programme d'activités génératrices de revenus dans les zones de pauvreté	en cours	- Mise en œuvre définitive du programme national
* Maré Hydraulique	- Un programme de forage pour maraîchage	en cours d'exécution	- Lutte contre la pauvreté

(1) : Exemples : - reconstitution du stock national de sécurité (physique et financier en quantité), actions au niveau du dispositif national de suivi etc..

- aide alimentaire, action génératrice de revenu, banques de céréales, approvisionnement en semences etc.. pour le niveau local avec précision approximative des besoins

(2) : En cours ou à réaliser

## ACTIONS PRIORITAIRES DANS LE CADRE DE LA PREVENTION ET DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL

### PAYS : MAURITANIE (suite)

NIVEAU ACTION ET STRUCTURE RESPONSABLE	ACTIONS URGENTES (avant et pendant soudure)		ACTIONS DE CONSOLIDATION (délai 1 ans)	
	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)
<b>II - NIVEAU LOCAL</b>  ♦ ONG * ONGs PAM, UNICEF de l'Aft out (Brakna, Gorgol, Assa)  * OXFAM appui au banque de céréales H. El Gharbi  ♦ Gouvernement * CSA-PAM Programme vivre contre travail				
	- Programme « groupe vulnérabilité »	en cours		
	- Appui aux banque de céréales	anciens programme		
	- Réalisation des micro-projets et distribution			

## PAYS : MAURITANIE (suite)

<p>* (8 régions H. Echargui, H. El Gharbi, Assaba, Guidireggha, Gorgol, Amakna, Forza et Guidinaghe zone de pauvreté)</p> <p>* CSA-PAM-ambassade des Etats-Unis (Affolé, Affout)</p>	<p>- de 2000 tonnes de céréales par ans</p>	<p>à finaliser bientôt</p>	<p>Unités villageoises de sécurité alimentaire</p> <p>déjà approuvé mais la finalisation retarde</p>
--	---	----------------------------	--

(1) : Exemples : - reconstitution du stock national de sécurité (physique et financier en quantité), actions au niveau du dispositif national de suivi etc..

- aide alimentaire, action généraliste de revenu, banques de céréales, approvisionnement en semences etc.. pour le niveau local avec précision approximative des besoins

(2) : En cours ou à réaliser

# ACTIONS PRIORITAIRES DANS LE CADRE DE LA PREVENTION ET DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL

## PAYS : NIGER

NIVEAU ACTION ET STRUCTURE RESPONSABLE	ACTIONS URGENTES (avant et pendant soudure)		ACTIONS DE CONSOLIDATION (délai 1 ans)	
	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)
<b>NATIONAL</b>  ♦ <u>ONG/ORGANISME</u> * PAM * CARE  ♦ Gouvernement * MAG/EL * SAP/GC * OPVN	aide alimentaire aux groupes vulnérables	en cours	Etudes sur la vulnérabilité des ménages	en cours
	Semences d'urgence en zones déficitaires	à réaliser	Culture de contre saison	en cours
	Secours d'urgence et aide sociale	à réaliser	Programme spécial manioc	en cours
	Reconstitution stock sécurité	en cours	-	en cours
<b>LOCAL (préciser localités à risques)</b> ♦ <u>ONG/PROJET</u> * ACF, CROIX ROUGE * SOS, CARITAS, AFRICARE * UEEP, Vision Mondiale  ♦ Gouvernement * SAP/GC * OPVN	Ravitaillement de banques de céréales	en cours	Activités génératrice de revenus	en cours
	«			
	Aides alimentaires	à réaliser	-	
	Vente de céréales à prix modéré	à réaliser	Activités génératrice de revenus	en cours
<b>ZONE A RISQUES :</b>	Hord, Tanout, Matane, Centre Madaoua, sud Bouzo	N'guigini, Diffa, Département Agadez	Nord Mirriah, Tillabery, sud Ouallan, Fillaigé	

(1) : Exemples : - reconstitution du stock national de sécurité (physique et financier en quantité), actions au niveau du dispositif national de suivi etc..  
- aide alimentaire, action génératrice de revenu, banques de céréales, approvisionnement en semences etc.. pour le niveau local avec précision approximative des besoins

(2) : En cours ou à réaliser

# ACTIONS PRIORITAIRES DANS LE CADRE DE LA PREVENTION ET DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL

## PAYS : SENEGAL

NIVEAU ACTION ET STRUCTURE RESPONSABLE	ACTIONS URGENTES (avant et pendant soudure)		ACTIONS DE CONSOLIDATION (délai 1 ans)	
	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)
<b>NATIONAL</b> ♦ ANG (OP, ONG, Organisations féminines) ♦ Gouvernement	- Réunion d'information et de sensibilisation des ANG sur la sécurité alimentaire - Mise en place d'un réseau national des ONG sur la sécurité alimentaire - Réunions techniques de partage d'informations de production d'outils de suivi et de prévention et de préparation de l'enquête agricole 1999.	A réaliser  Idem  Idem	- Activités de plaidoyer au sein du réseau pour orienter les ONG vers les zones à risques - Activités de formation.	A réaliser
	<b>Local (Préciser localités à risques)</b> ♦ ANG	- Collecte d'informations complémentaires - Mise en place de secours d'urgence - Mise en place d'intrants - Activités Food for Work - Boutiques communautaires - Surveillance des zones identifiées - Mise en place de secours d'urgence - Mise en place de semences variétés natives.	Idem          En cours          Opération OSB	Idem          Idem

(1) : Exemples : - reconstitution du stock national de sécurité (physique et financier en quantité), actions au niveau du dispositif national de suivi etc.

(2) : Exemples : - aide alimentaire, action génératrice de revenu, banques de céréales, approvisionnement en semences etc. pour le niveau local avec précision approximative des besoins

**PAYS : SENEGAL (suite 1)**

NIVEAU ACTION ET STRUCTURE RESPONSABLE	ACTIONS URGENTES (avant et pendant soudure)		ACTIONS DE CONSOLIDATION (délai 1 ans)	
	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)
♦ ANG ♦ Gouvernement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration et mise en œuvre d'un programme d'activités annuel dans le sens du renforcement du dispositif de suivi et des actions de sécurité alimentaire</li> <li>- Réunion de préparation des visites de terrain au niveau des zones à risques pour l'identification des groupes vulnérables – des besoins et de l'existant (actions – acteurs).</li> </ul>	A réaliser		
Local (Préciser localités à risques) ♦ ANG	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Banques de céréales</li> </ul>	Idem	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Equipement en matériel de transformation</li> <li>- Centres ruraux de nutrition communautaires</li> <li>- Mise en œuvre d'actions à travers les programmes (PMIA, PLCP, PNIR, Programme Pays PAM, Fonds 6<sup>ème</sup> PAM, ANCAR, ASPRODEB.</li> </ul>	A réaliser

(1) : Exemples : - reconstitution du stock national de sécurité (physique et financier en quantité), actions au niveau du dispositif national de suivi etc..

- aide alimentaire, action génératrice de revenu, banques de céréales, approvisionnement en semences etc.. pour le niveau local avec précision approximative des besoins  
(2) : En cours ou à réaliser



# ACTIONS PRIORITAIRES DANS LE CADRE DE LA PREVENTION ET DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL

## PAYS : SENEGAL

NIVEAU ACTION ET STRUCTURE RESPONSABLE	ACTIONS URGENTES (avant et pendant soudure)		ACTIONS DE CONSOLIDATION (délai 1 ans)	
	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)
♦ NATIONAL				
♦ ANG	- Réunion de validation du rapport de terrain/visites zones à risques	A réaliser	- Suivi et mission sur le terrain campagne agricole 1999	A réaliser
♦ Gouvernement	- Suivi et mission sur le terrain (campagne agricole 1999)		- Réunion d'évaluation campagne agricole (résultats définitifs)	
	- Réunion d'évaluation préliminaire campagne 1999		- Mise en place d'un stock national de régulation des marchés	
Local (Préciser localités à risques)				
♦ ANG	- Banques de céréales	Idem	- Ventes de céréales	A réaliser

(1) : Exemples :- reconstitution du stock national de sécurité (physique et financier en quantité), actions au niveau du dispositif national de suivi etc..

- aide alimentaire, action génératrice de revenu, banques de céréales, approvisionnement en semences etc.. pour le niveau local avec précision approximative des besoins

(2) : En cours ou à réaliser

COMMUNAUTES RURALES IDENTIFIEES COMME ETANT ZONES A RISQUE ALIMENTAIRE  
A L'ISSUE DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 1998/99

Région	Département	Arrondissement	Communauté Rurale	Population
DIOURBEL	Mbacké		Tocky Gare-Patar-Ngoye	37.494
			Taïba Montougha	7.232
	Bambey		Thiakhar	3.525
			Baba Garage	8.689
KAOLACK	Kaffrine	Maka Yopp	Ribot Escale	8.736
			Gaint Pathé	14.666
		Malem Hoddar	Darou Minam	17.170
			Gniby	14.328
			Boulei	22.128
			Ndioum Gainth	13.716
			Mboss	17.635
FATICK	Gossas	Colobane	Taïf	11.443
			Mbar	25.643
			Sadio	14.427
			Colobane	17.240
	Fatick	Niakhar	Ngayokhème	18.405
			Niakhar	21.435
			Patar	17.652
THIES	Tivaouane	Niakhène	Mbayène	9.846
			Ngandiouf	22.102
			Niadhène	11.529
			Thilmakha	18.242
	Thiès	Notto	Tassette	18.767
			Notto	33.467
St. LOUIS	Dagana	Rao	GANDON	35.542
			Mpal	14.971
LOUGA	Linguère	Yang Yang	Kamb	9.7819
			Mbeuloukhé	4.815
			Mboula	6.023
			Tessékéré	3.777
	Louga	Coki	Peté Ouarack	3.062
			Thiamène	11.327
		Keur M. Sarr	Gamdé	3.935
			Keur Momar Sarr	14.254
			Nguer Malal	14.056
			Syere	3.855
		Mbédiène	Mbédiène	9.544
			Nguidile	12.637
			Niomré Lo	10.698
			Kelé Guèye	7.040
	Kébémér	Ndende	Bamdégne	9.106
			Diokoul	9.175
			Kab Gaye	6.976
			Ndande	13.632
			Thieppe	7.798
ZIGUINCHOR	Bignona	Sindian	Djibidione	9.632
			Oulampane	16.135
			Sindian	10.123
			Suelle	8.842
TOTAL				662.421

## **Programme d'activité 1999/2000**

Les actions programmées par le dispositif de suivi renforcé se présentent comme suit :

### **Action 1 : Réunion préparatoire sur la campagne agricole 1999/2000 (mai 1999)**

- sensibilisation des acteurs sur le suivi renforcé de l'hivernage (réunion élargie sur les résultats définitifs, radio rurales) ;
- identification des indicateurs de suivi avec les structures chargés du suivi de la campagne agricole (Cellule agro-sylvo-pastorale, Direction de la Météorologie, Direction de l'Agriculture, Direction de l'Elevage, Centre de Suivi Ecologique, Institut Sénégalais de Recherche Agricole, Direction de la Protection des Végétaux, Conseil National de Concertation des Ruraux, CONGAD, Organisations Féminines) ;
- Préparation de l'enquête agricole (identification des parties prenantes et des moyens adéquats) ;
- Confection ou revue des outils de prévention des crises alimentaires (fiches, grille d'appréciation) ;
- Elaboration d'un rapport ;
- Visite de terrain (identification des actions et programmes en cours et compléments)

### **Action 2 : Réunion de suivi et mission sur le terrain (août 1999)**

- Identification des zones à déficit pluviométrique ;
- Visite de terrain ;
- Rapport d'activité (élaboration d'un projet de développement).

### **Action 3 : Réunion d'évaluation préliminaire de la campagne agricole (octobre 1999)**

- préparer la mission d'évaluation de la campagne agricole Gouvernement/CILSS/FAO ;
- identifier les zones vulnérables ;
- visite de terrain ;
- rapport d'activités.

### **Action 4 : Réunion d'évaluation de la campagne agricole – résultats définitifs (janvier 2000)**

- Appréciation du bilan alimentaire ;
- Evaluation du dispositif de suivi renforcé de l'hivernage ;
- Rapport d'activité.

#### 4.3. Moyens à mettre en œuvre

Pour un suivi renforcé de l'hivernage, le programme d'action d'écrit ci-dessus nécessite des moyens supplémentaires, à savoir :

a) – **Budget de fonctionnement de l'équipe :** 600.000 FCFA

b) – **Mission de terrain**

Deux (2) groupes composés de techniciens issus des structures impliquées vont sillonnés les arrondissements ciblés.

- Perdiems : 10 agents x 15.500 FCFA/J x 2 visites x 15 j = 4.650.000 FCFA
- Indtés chauffeurs : 2 pers. x 8.500 CFA/J x 2 sorties x 15 j = 510.000 FCFA
- Carburant : 12 l/100 km x 3000 km x 260 FCFA/Litre = 93.600 FCFA

Les véhicules (PAJERO Mitsubishi 4x4) de la Cellule agro-sylvo-pastorales pour la sécurité alimentaire (CASPAR) seront mis à la disposition des équipes.

c) – **Appui d'une (1) personne ressources :** (Forfait) = 500.000 FCFA

d) – **Organisation des Ateliers de validation des Rapports** = 1.000.000 FCFA

Budget total = 7.353.600 (SEPT MILLIONS TROIS CENT CINQUANTE TROIS MILLE SIX CENT) Francs CFA.

## SENEGAL

ACTIONS EN COURS	ACTIONS PROGRAMMES	OBSERVATIONS
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Secours d'urgence par les ONG dans leur 3 CV</li> <li>- Mutuel d'Epargne et de Crédits</li> <li>- Mise en place d'intrants</li> <li>- Food for Work</li> <li>- Foresterie communautaire</li> <li>- Mise en place d'un stock national de sécurité (suite à une enquête adressée à l'Etat par le CNCR 10.000 tonnes)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place de semence</li> <li>- Vente de céréales</li> <li>- Opération OSB</li> <li>- Ouverture de boutique communautaire</li> <li>- Mise en place de Centre Rural de nutrition communautaire</li> <li>- Développement des actions (PMIA – PNIR – PSSA – PSAOP – PLCP – Programme des Pays PAM – ANCAR – LSPRODED).</li> <li>- Fonds de crédit tournant</li> <li>- Equipement des femmes en matériel de transformation des produits locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Surveillance des zones identifiées par le dispositif</li> <li>- Identification des parties prenantes et des moyens adéquats à mettre en œuvre dans le cadre de l'enquête agricole.</li> </ul>

# ACTIONS PRIORITAIRES DANS LE CADRE DE LA PREVENTION ET DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL

PAYS : TCHAD

NIVEAU ACTION ET STRUCTURE RESPONSABLE	ACTIONS URGENTES (avant et pendant soudure)		ACTIONS DE CONSOLIDATION (délai 1 ans)	
	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)	Nécessaires (1)	Etat d'exécution (2)
<b>NATIONAL</b> ♦ ONG ♦ Gouvernement - Office National du Céréale - CASAGC	- Reconstitution du stock de sécurité de 25.000 tonnes	2.600 tonnes seulement disponible et pas d'engagement pour le reste.	Développement de la culture de Berbére par distribution de semences et sensibilisation.	40 tonnes sont fournis par FAO.
<b>LOCAL (Préciser localités à risques)</b> ♦ ONG ♦ Gouvernement - CASAGC et ONGs - Logone occidental, - Logone oriental, Mayo Kebbi, Moyen Chari, Tandjilé	- Surveillance des zones ciblées - Prépositionnement de stocks - Vente en période de soudure ou distribution gratuite en fonction des résultats de la surveillance - Sensibilisation sur les actions communautaires	- Faible activité de surveillance (une seule mission après fin novembre) - Pas de pré-positionnement à cause manque stocks	- Développement des activités devant renforcer les capacités des populations en matière de sécurité alimentaire - Des projets de greniers communautaires en cours d'exécution mais à très faible échelle. - Projet Action Contre la Faim à plusieurs volets mais pas encore financé donc pas exécuté.	

(1) : Exemples : - reconstitution du stock national de sécurité (physique et financier en quantité), actions au niveau du dispositif national de suivi etc..  
 - aide alimentaire, action généraliste de revenu, banques de céréales, approvisionnement en semences etc.. pour le niveau local avec précision approximative des besoins

(2) : En cours ou à réaliser

# TCHAD

Zones ciblées	Actions prévues	Actions en cours	Observations
Préfecture Logone Occidentale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement de la surveillance</li> <li>- Introduction culture de décrue</li> <li>- Reconstitution et pré positionnement du stock de sécurité</li> <li>- Sensibilisation sur actions communautaires</li> <li>- Vente à prix réduit en période de soudure ou distribution gratuite suivant l'évolution</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une mission récente a réactualisée les informations en confirmant la situation</li> <li>- Rien</li> <li>- Rien</li> </ul>	<p>La surveillance doit se poursuivre</p> <p>La mise en place du stock reste à faire et cela est important</p>
Logone Oriental	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement de la surveillance</li> <li>- Reconstitution et pré positionnement du stock de sécurité</li> <li>- Introduction culture de décrue</li> <li>- Sensibilisation sur actions communautaires</li> <li>- Vente à prix réduit en période de soudure ou distribution gratuite suivant l'évolution</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Quelques initiatives de World Visions et de Belacad (deux ONG) en matière de grenier communautaire.</li> </ul>	<p>Poursuite de la surveillance et mise en place effective du stock de sécurité.</p>
Tandjilé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reconstitution et pré positionnement du stock de sécurité</li> <li>- Sensibilisation sur actions communautaires</li> <li>- Vente à prix réduit en période de soudure ou distribution gratuite suivant l'évolution</li> <li>- Développement culture décrue</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation par NVI sur stockage paysan.</li> </ul>	<p>Poursuite surveillance et problème stock.</p>
Mayo Kebbi	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Surveillance</li> <li>- Stock de sécurité</li> <li>- Sensibilisation sur actions communautaires</li> <li>- Développement culture décrue</li> </ul>	<p>R. A. S</p>	<p>La dégradation de digue fleuve Logone le long de plusieurs localités constitue une préoccupation pour la saison pluvieuse prochaine car zone inondable.</p>
Moyen Chari (zone nord-est)	<p>« - «</p>	<p>R. A. S</p>	<p>Nécessité de mener ces actions réaffirmées.</p>
Niveau national	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reconstitution du SSA jusqu'à 15.000 tonnes</li> <li>- Enquête nationale nutritionnelle</li> <li>- Mise en place des semences pour le développement de la culture de Berbéré dans le Sud.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Environ 1.500 tonnes seulement achetées.</li> <li>- Lancement</li> <li>- 40 tonnes sont disponibles</li> </ul>	<p>Pas d'engagement pour le reste nécessité réaffirmée</p> <p>Cela n'est pas suffisant.</p>



TABLEAU RECAPITULATIF DES ACTIONS DE LA CROIX ROUGE MENEES AU COURS DE L'OPERATION SAHEL 98

PAYS	ACTIONS MENEES (Nbre de personnes vulnérables)	ZONES / REGIONS CIBLEES
BURKINA FASO	La CR a distribué des rations sèches composées de sorgho, de millet et d'huile à 8.424 personnes vulnérables au mois de juillet et août.	Régions du Soum et Yatenga.
CAP-VERT	Distributions de vivres à 500 personnes vulnérables composées de personnes âgées, des handicapés, des enfants de moins de 6 ans. 750 personnes ont également bénéficié de rations sèches.	Région de Praia (sur l'île de Santiago) Sur l'île de Fogo.
GAMBIE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Trois distributions de riz, d'huile végétale, de sucre et de haricots ont permis de couvrir les besoins de 4.490 personnes.</li> <li>- Quatre ateliers d'orientation et de sensibilisation ont également été organisés avec la participation d'infirmières de dispensaires, de représentants des comités de développement des villages et du personnel de la branche locale de la Croix Rouge.</li> <li>- La CR Britannique a alloué CHF 53.000 à des projets communautaires, dont la teinture de tissus par nouage et les cultures potagères à petite échelle ainsi qu'à la formation à la gestion de micro-projets et à l'éducation en matière d'hygiène et de nutrition.</li> </ul>	Dans 25 villages pilotes repartis dans 4 des 5 districts du pays.
MALI	La CR malienne a effectué deux distributions de rations sèches et de plats préparés à 4.155 bénéficiaires composés d'enfants âgés de moins de 8 ans, de femmes enceintes, des mères allaitantes et de personnes âgées dans un premier temps, et à 540 personnes.	Région de Gossi
MAURITANIE	Création de 60 centres communautaires d'alimentation pour 6.000 bénéficiaires en particulier, les enfants dénutris de moins de 5 ans et leur mère. Les enfants ont reçu des repas préparés tandis que les mères ont reçu une ration de céréales. Grâce à une contribution de la CR Espagnole, une autre opération a été lancée dans le but de distribuer des rations sèches à 10.000 personnes pendant 3 mois et 2.150 personnes pendant un mois.	A Borgol, Assaba et Brakina
NIGER	Au mois de mai 98, la CR a distribué des rations sèches à 25.700 bénéficiaires de 20 centres de réadaptation nutritionnelle. 4.900 familles comptant des enfants de moins de 5 ans ont reçu une ration familiale par mois composée de 25 kg de millet, 3,6 kg de haricots, 0,9 kg de sucre et 1 litre d'huile.	Ouallam, Tillabery et Diffa
TCHAD	La CR a mis en place 8 centres d'alimentation pour des enfants dénutris de moins de 5 ans. 5 distributions ont eu lieu et à chaque fois, 2.000 personnes en ont bénéficié.	Régions de Kanem, Akiné, Gamri et Rigrig
SENEGAL	Distributions de rations sèches (riz, haricot, huile et sucre) à 6.700 personnes vulnérables	St. Louis, Louga, Mbaké et Fatick

**MOTION DE REMERCIEMENT**

**NOUS**, participants à la Rencontre Régionale d'évaluation de la situation agricole et alimentaire au Sahel, tenue à Bamako, République du Mali, du 22 au 25 Mars 1999, exprimons nos vifs remerciements et notre gratitude à Son Excellence Monsieur Alpha Oumar KONARE, Président de la République du Mali, au Gouvernement et au Peuple maliens pour l'accueil chaleureux et les facilités qui nous ont été réservés tout au long de notre séjour.

Fait à Bamako, le 25 mars 1999

Les participants

**PROGRAMME DE TRAVAIL**

Lundi 22 mars 1999

- 08h30 – 09h00 : Accueil des participants
- 09h00 - 09h30 : Séance d'ouverture
- 09h30 - 10h00 : Pause café
- 10h00 - 10h15 : Mise en place du bureau de séance
- 10h15 - 10h30 : Présentation des objectifs et du déroulement de la rencontre
- 10h30 - 12h30 : Présentation des synthèses par pays sur la situation agricole et alimentaire (résultats définitifs de la production céréalière, évaluation de la vulnérabilité et des zones à risque, données sur le bilan céréaliier, actions d'assistance déjà engagées ou envisagées) :  
20 mn de présentation par pays d'information  
**Matin** : l'est du Sahel (Burkina Faso, Niger et Tchad)
- 12h30 - 15h 00 : Suspension
- 15h00 - 16h30 : Présentation des synthèses par pays (suite) :  
**L'après midi** : l'Ouest du Sahel (autres pays)
- 16h30 - 16h45 : Pause café
- 16h45 à 18h00 : Discussion générale

Mardi 23 mars 1999

- 8h30 - 09h00 : Synthèse régionale (CILSS/DIAPER/Centre Agrhymet)  
Mise à jour des bilans céréaliers (DIAPER et FAO/SMIAR)
- 9h00 - 10h30 : Compléments d'information et analyses de la vulnérabilité :
- FEWS : 09 h 00 à 09 h 30 ;  
PAM/VAM : 09 h 30 à 10 h 00 ;  
ONG, opérateurs locaux : 10 h 00 à 10 h 30 ;
- 10h30 - 11h00 : Pause café
- 11h00 - 11h30 : Eléments d'information sur la situation dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest (FAO/SMIAR)
- 11h30 - 12h30 : Discussion sur les synthèses par pays et sur la situation régionale
- 12h30 - 15h00 : Suspension
- 15h00 - 15h15 : Méthodologie d'identification des zones vulnérables par l'utilisation de la télédétection : le cas du Tchad - FEWS
- 15h15 - 15h45 : Identification des zones et populations vulnérables
- 15h45 - 16h10 : Monétarisation de l'Aide
- 16h10 - 16h30 : Actions déjà engagées ou envisagées par les Etats et les bailleurs de fonds:
- Action des Etats
  - Echanges céréaliers : l'expérience d'Afrique Verte au Burkina, Mali et Niger,
  - Autres expérience d'ONG
  - Le programme d'aide d'urgence du PAM en 1999,
  - Les actions des ONG, opérateurs locaux et de la société civile pour l'année 1999
- 16h30 - 16h45 : Pause café
- 16h45 - 18h00 : Actions déjà engagées ou envisagées par les Etats et les bailleurs de fonds

### **Mercredi 24 mars 1999**

- 08h30 – 09h30 : Discussion sur les expériences et actions : appuis localisés, reconstitution des stocks, échanges régionaux, ...
- 09h30 - 09h50 : Les perspectives du Bureau OFDA en matière de sécurité alimentaire au Sahel
- 09h50 – 10h10 : Convention de Londres
- 10h10 – 10h30 : Discussions sur les deux exposés
- 10h30 – 11h00 : Pause café
- 11h00 – 12h30 : Coordination des interventions durant la période de soudure sur la base des recommandations - Stratégie régionale
- 12h30 – 15h00 : Suspension
- 15h00 – 16h30 : Poursuite coordination des interventions
- 16h30 – 16h45 : Pause café
- 16h45 – 18h00 : Evaluation du dispositif de suivi en 1998  
Evolution du dispositif de suivi en 1999 dans le contexte de la fin du projet DIAPER et du nouveau projet PREGEC,  
Calendrier des prochaines réunions

### **Jeudi 25 mars 1999**

- 08h30 – 12h30 : Rédaction des comptes-rendus de la réunion
- Avis sur la situation agricole et alimentaire
  - Rapport final
- 15h30 – 16h30 : Présentation et discussion des comptes-rendus (Amendements, compléments)
- 16h30 – 17h00 : Pause café
- 17h00 : Clôture de la rencontre

**DISCOURS****DISCOURS DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE A LA CEREMONIE D'OUVERTURE DE LA  
REUNION D'EVALUATION DE LA SITUATION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE AU SAHEL  
BAMAKO, DU 22-25 MARS 1999**

Excellences Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement ;

Madame le Secrétaire Exécutif du CILSS ;

Excellences Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique ;

Mesdames et Messieurs les représentants des Etats et des partenaires au développement ;

Honorables invités ;

Chers participants ;

Permettez-moi tout d'abord de vous souhaiter la bienvenue au nom du Président de la République, Son Excellence Monsieur Alpha Omar Konaré, du premier Ministre et l'ensemble du Gouvernement et du peuple malien dans votre pays le Mali et dans votre ville Bamako.

Mesdames et Messieurs,

Le Sahel en général et le Mali en particulier ont fait de la sécurité alimentaire, un objectif majeur de leur politique de développement. La fragilité de nos écosystèmes, la croissance démographique, la faible productivité des voies et moyens de production agricole, nous imposent une vigilance de tout instant et une recherche permanente de nos moyens d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité des produits alimentaires.

Mesdames et Messieurs,

L'initiative du CILSS, de renforcer le suivi de la campagne agricole est une bonne chose, car nos économies, dont l'agriculture constitue l'un des piliers fondamentaux, rencontre des difficultés aussi bien dans les situations de déficit que dans celles d'abondance.

"Gouverner c'est prévoir", mais il n'est pas toujours aisé de prévoir quand, vous dépendez des aléas climatiques. Le mérite du CILSS c'est d'avoir combiner une multitude d'outils, de stratégies et de dispositifs, pour essayer de connaître même s'il est difficile de maîtriser toutes les contingences qui

entourent une campagne agricole. Le projet DIAPER avec son système de collecte des informations, le réseau de prévention des crises alimentaires et les dispositifs de gestion des crises installés dans les pays sont autant d'actions et de stratégies au service de cette recherche permanente.

Cette nouvelle approche vient compléter cet arsenal en renforçant le suivi et en y associant les acteurs de la société civile.

Mesdames et Messieurs,

L'objet de votre présente réunion, est donc une préoccupation constante des populations et des Etats sahéliens. Tout en améliorant le diagnostic de la situation agricole dans chaque pays avec des estimations définitives de la production céréalière de 1998, vous aurez à identifier les zones et populations vulnérables durant la prochaine période de soudure et les actions d'assistance qu'elles nécessitent, ainsi que l'évaluation du dispositif de suivi renforcé de l'hivernage au Sahel.

Mesdames et Messieurs,

Les gouvernements et les populations sahéliennes attendant beaucoup de vos travaux. Je suis convaincu qu'une somme aussi importante de compétences diverses saurait relever le défi.

Mesdames et Messieurs,

Je tiens ici à exprimer au nom des Etats et des populations sahéliennes nos remerciements et notre appui à notre Organisation commune, le CILSS. Les succès obtenus dans les différents domaines par cette Institution remplis de fierté l'ensemble des sahéliens.

La confiance en elle retrouvée des Etats membres et des partenaires est pleinement méritée. Les perspectives ouvertes par le processus Sahel 21, les nouvelles priorités et aspirations exprimées par les populations sahéliennes à cette occasion augurent d'un avenir prometteur. La conscience sahélienne qui s'est développée au cours de ce processus, le consensus vécu et exprimé, nous assurent sur l'avenir de la solidarité sahélienne.

Nous l'avons vu, nous l'avons entendu, nous l'avons senti, les populations sahéliennes entendent maîtriser leur avenir, en maîtrisant les ressources naturelles (notamment l'eau) et en intensifiant leurs échanges et leurs productions.

Mesdames et Messieurs,

Ma gratitude va aussi, aux différents partenaires du CILSS et du Mali, qui nous ont accompagnés et qui continuent de nous faire confiance. Leur soutien nous a été d'un grand apport.

Tout en souhaitant pleins succès à vos travaux, je déclare ouverte la "réunion d'évaluation de la situation agricole et alimentaire au Sahel".

Je vous remercie.



**DISCOURS DE MADAME LE SECRETAIRE EXECUTIF DU CILSS A L'OUVERTURE DE LA  
REUNION D'EVALUATION DE LA SITUATION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE AU SAHEL  
BAMAKO, DU 22-25 MARS 1999**

Son Excellence Monsieur le Ministre ;

Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement ;

Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique ;

Mesdames et Messieurs les représentants des pays ;

Honorables invités ;

Chers participants.

Permettez-moi tout d'abord de m'acquitter d'un agréable devoir, celui de remercier en votre nom à tous et à mon nom personnel, le Président de la République, Son Excellence Monsieur Alpha Omar Konaré, le Gouvernement et le peuple maliens pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité généreuse qui nous ont été réservés depuis notre arrivée dans la belle ville de Bamako.

Mesdames et Messieurs,

La prévention et la gestion des crises alimentaires a été l'une des préoccupations majeures des populations sahéniennes et des Etats depuis les grandes sécheresses des années 1968-1973.

Le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel, créé à la suite de cette grande catastrophe, a piloté et accompagné les réflexions engagées depuis lors par les Sahéliens et leurs partenaires en vue de connaître et de maîtriser les causes et les effets de crises alimentaires. Il a développé ainsi, une expertise dans la gestion et la prévention des crises. Un système d'observations que couvre désormais l'ensemble de la sous-région sahénienne ; un système de prévention plus ou moins pertinent a été mis en place dans tous les pays sahéniens et un réseau d'alerte est constitué.

Mesdames et Messieurs,

Les pays du Sahel, sans vraiment connaître des situations catastrophiques n'ont pas connu, non plus, une sécurité alimentaire véritable tout au long de la dernière décennie. Chaque année, avait des poches de déficit, ses zones de risques et ses problèmes de malnutrition sinon de famines dans certaines régions. C'est pourquoi, nous avons décidé, à la suite des conséquences du phénomène EL Ninô et des mauvaises récoltes dans certaines zones au Sahel en 1997, d'améliorer nos diagnostics et de renforcer notre système de veille au cours de l'année 1998. Nous avons alors organisé une série de réunions qui nous ont permis d'avoir une estimation plus précise des récoltes au mois de septembre estimations confirmées par la réunion annuelle du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires au Sahel en décembre 1998 à Dakar.

Il fallait donc renforcer le dispositif de suivi, dont la base est constituée par les dispositifs nationaux de prévention et de gestion des crises à la fois dans leurs dimensions de collecte et d'analyse des informations que dans celles de mise en oeuvre des programmes d'intervention et de gestion des crises. Il y va de la capacité de réaction des pays et de leurs partenaires de la Communauté Internationale.

Mesdames et Messieurs,

Vous aurez dans votre présente réunion, à :

- évaluer la situation agricole et alimentaire dans chaque pays au vu notamment des estimations définitives de la production céréalière 1998 ;
- identifier les zones et populations vulnérables durant la prochaine période de soudure et les actions d'assistance nécessaire ;
- évaluer le dispositif de suivi de l'hivernage au Sahel et discuter de ses éventuelles évolutions.

Mesdames et Messieurs,

Cette réunion vient donc à point nommé. Ses résultats serviront à prévenir les situations difficiles que les longs mois de sécheresse à venir, ne manqueront pas de provoquer chez les populations les plus vulnérables du Sahel.

La participation à cette réunion des représentants de la société civile à côté des acteurs traditionnels (Etats, partenaires au développement et organismes spécialisés telle que la FAO), marque la volonté du CILSS, d'accompagner la transition en cours dans nos pays d'une situation où les pouvoirs publics monopolisent le processus de décision, d'information, d'intervention et d'analyses vers une nouvelle donne où d'autres acteurs (opérateurs économiques, ONG etc...) s'impliquent d'avantage et partagent la responsabilité. Elle est aussi la garantie, que vos conclusions expriment objectivement, les besoins réels des populations sahéliennes.

Mesdames et Messieurs,

Au moment, où les sociétés sahéliennes débattent de la concrétisation de leurs priorités exprimées lors de la première phase de Sahel 21, au moment où le CILSS met en oeuvre son deuxième Plan Triennal d'après la restructuration, votre réunion marque un jalon important dans les deux processus. Elle est un pas vers la réalisation de l'une des aspirations exprimées lors du premier, à savoir la sécurité alimentaire et une activité déterminante vers la réalisation des objectifs du second.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais saisir cette opportunité pour remercier l'ensemble de nos partenaires au développement et particulièrement ceux parmi eux qui nous accompagnent dans cette expérience qui nous l'espérons renforcera les acquis du DIAPER en assurant un suivi plus efficace des différentes phases de la situation agricole et alimentaire de nos pays.

Tout en souhaitant pleins succès à vos travaux, je réitère mes remerciements à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, ici et à travers lui, au Gouvernement et au peuple maliens.

Je vous remercie.

**ALLOCUTION DE CLOTURE PRONONCEE PAR  
Dr.KOITA MAMADOU, SECRETAIRE GENERAL DU MINISTERE  
DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DE L'EAU DE LA REPUBLIQUE DU MALI**

Madame le Secrétaire Exécutif du CILSS,

Mesdames, Messieurs les Représentants des Partenaires au Développement Multilatéraux et Bilatéraux,

Mesdames, Messieurs les représentants des Associations et ONG Sahéliennes et Internationales,

Honorables Invités,

Mesdames et Messieurs,

Nous voilà, après quatre jours d'intenses travaux au bord des rives du majestueux Fleuve Djoliba, au terme de vos réflexions sur l'évaluation de la situation agricole et alimentaire au Sahel.

A l'ouverture, le 22 mars 1999 dans cette même salle, je vous invitais, entre autres, à faire bon usage des outils, des stratégies et des dispositifs mis en place par notre Organisation Commune, qu'est le CILSS, pour connaître à temps réel l'évolution de la situation agricole et alimentaire dans nos pays .

Je me réjouis, à la lumière des conclusions et recommandations de vos travaux, que les attentes sont comblées.

En effet, en décembre 1998, vous aviez estimé à Dakar, en République sœur du Sénégal, la production agricole des pays du CILSS à 10.526.600 tonnes, et la disponibilité alimentaire à 10.877.300 tonnes. Le déficit enregistré après les prévisions d'importation et les annonces d'aide est de 6.000 tonnes.

A Bamako, vous avez procédé à un réajustement de ces estimations.

Ainsi, aujourd'hui :

- La production céréalière brute des pays du CILSS (excepté la Guinée-Bissau), réévaluée, se chiffre à 10.762.200 tonnes, contre 10.526.600 tonnes en décembre 1998 soit un léger écart positif de 2 % par rapport aux estimations de décembre 1998 ;
- les prévisions de stocks au niveau régional sont de 745.300 tonnes au lieu de 752.800 tonnes prévues en décembre 1998 dont 406.500 tonnes de stocks paysans ;
- les prévisions d'importation qui sont estimées à 1.766.900 tonnes soit 34 kg par habitant, essentiellement du riz (54 %) et du blé (36 %), sont inférieures aux réalisations de l'exercice 1997-1998 qui étaient de 2.225.100 tonnes soit 43 kg par habitant.

Il ressort également de vos travaux que les disponibilités totales seront légèrement supérieures aux besoins sur le plan régional soit un taux de couverture des besoins de 102 %.

Sur ce point spécifique, vous avez attiré l'attention des décideurs sahéliens et des partenaires au développement sur la fragilité de la situation d'équilibre qui est observée entre les besoins et les disponibilités de céréales, notamment sèches, au niveau régional. Aussi, l'analyse par pays a révélé l'existence de poches de pénuries qui nécessitent une vigilance et une mobilisation soutenues des Etats du CILSS et de l'ensemble des partenaires au développement.

L'occasion me paraît opportune de lancer un appel au nom de l'ensemble des Sahéliennes et des Sahéliens pour une aide en faveur de nos Frères et Sœurs de la Guinée-Bissau qui sont confrontés à une situation conjoncturelle de pénuries alimentaires.

Mesdames, Messieurs,

Pendant les quatre jours, vous avez échangé sur les différentes formes d'aide alimentaire et dégagé les points forts et les points faibles des différents systèmes (constitution de stocks nationaux, monétarisation de l'aide, échanges triangulaires, food for work, etc.).

C'est le lieu de reconnaître que la présente Rencontre de Bamako confirme l'exercice novateur que le CILSS a introduit dans la stratégie de l'évaluation de la situation agricole et alimentaire au Sahel, à savoir rassembler périodiquement l'ensemble des acteurs impliqués pour dégager les axes d'une stratégie régionale soutenue.

C'est dire, Mesdames et Messieurs, que votre Rencontre de Bamako a atteint pleinement ses objectifs.

Aussi, je prends l'engagement d'être votre porte-parole auprès des décideurs sahéliens et des partenaires au développement pour que les recommandations pertinentes auxquelles vous êtes parvenus soient traduites en actions concrètes. Parmi ces recommandations, je retiens notamment :

- ◆ l'intervention d'urgence au niveau des pays comme la Guinée-Bissau ;
- ◆ le renforcement de la surveillance ;
- ◆ la coordination des interventions durant la période de soudure ;
- ◆ l'appui à l'évolution du dispositif de suivi en 1999 dans le contexte de la fin du Projet DIAPER III et du nouveau Projet PREGEC.
- ◆ le suivi de l'application de la charte de l'aide alimentaire au Sahel...

C'est sur cet engagement, porteur d'espoirs pour les sahéliennes et les sahéliens, Mesdames et Messieurs, que je souhaite à chacun de vous bon retour dans vos pays respectifs.

Sur ce, je déclare clos les travaux de la Rencontre Régionale de Bamako sur l'évaluation de la situation agricole et alimentaire au Sahel.

Je vous remercie.

# **LISTE DES PARTICIPANTS**

## **BURKINA FASO**

### **SPONG**

SISSAO Théophile Valentin  
B.P. 131  
Tél : 36.09.95 – Fax : 36.09.97  
E-Mail :

**OUAGADOUGOU 01**

### **SIX « S »**

SERE Karime  
FNGN – B.P. 100  
Tél : 55.04.11 – Fax : 55.01.62  
**OUAHIGOUYA**

## **CAP-VERT**

TAVARES LOPES RIBEIRO Adelaide Manuela,  
Représentant du Correspondant National du  
CILSS, Ministère de l'Agriculture, Alimentation  
et Environnement  
B.P. 50  
Tél : 61.57.16/17 ou 61.69.02  
Fax : 61.69.06  
**PRAIA**

VICENTE Adelina  
CILSS-DSSA  
Ministère de l'Agriculture, Alimentation et  
Environnement  
B.P. 50  
Tél : 61.57.16  
**PRAIA**

ALMEIDA Marina  
CARITAS-CV  
Rua Antonio Possich-long Belém  
B.P. 46  
Tél : 61.17.07 – Fax : 61.17.07  
E-Mail : [caritas.cv@mail.cvtelecom.cv](mailto:caritas.cv@mail.cvtelecom.cv)  
**PRAIA**

## **GAMBIE**

YAYA Hassan Jallow  
Department Of Planning (DOP)  
5, Marina Parade  
Tél : 22.52.10 – Fax : 20.11.00  
E-Mail : [yaya@gamtel.gm](mailto:yaya@gamtel.gm)  
**BANJUL**

JAMMEH Burama F.L.  
AATG/TANGO  
Actionid The Gambia  
B.P. 450  
Tél : 39.22.44 – Fax : 39.24.25  
E-Mail : [tango@ganet.gm](mailto:tango@ganet.gm)  
**BANJUL**

## **MALI**

SANGARE Brahim  
Correspondant National du CILSS  
MDRE  
B.P. 61  
Tél : 22.86.67 – Fax : 22.02.95/23.69.45  
E-Mail :  
**BAMAKO**

SAMAKE Kassoum  
MDRE  
B.P. 61  
Tél : 22.29.79 – Fax : 22.02.95  
E-Mail :  
**BAMAKO**

COULIBALY Abderamane  
OMBEVI  
B.P. 1382  
Tél : 22.38.58 – Fax : 22.49.79  
E-Mail :  
**BAMAKO**

DIARRA Rokia  
CARE-MALI / CCA-ONG  
B.P. 1766  
Tél : 24.22.62 – Fax :  
E-Mail :  
**BAMAKO**

SIDIBE Seydou  
CLUSA-Mali  
B.P. E 1795  
Tél : 23.40.04 – Fax :  
E-Mail : [ssidibe@spider.toolnet.org](mailto:ssidibe@spider.toolnet.org)  
**BAMAKO**

Dr. TRAORE N'Golo  
S/c SERNES  
B.P.E 3256  
**BAMAKO**

AG BENDECH Mohamed  
Helen Keller International (HKI)  
B.P.E 1557  
Tél : 21.04.14 – Fax : 21.04.14  
E-Mail : [hkimali@spider.toolnet.org](mailto:hkimali@spider.toolnet.org)  
**BAMAKO**

TRAORE Lassana  
Afrique Verte  
B.P.E 404  
Tél : 21.97.60 – Fax : 21.97.60  
E-Mail :  
**BAMAKO**

KEITA Souleymane Mansa Makan  
Plate Forme OP au Sahel  
Noumorila – Kati  
B.P. 49 A  
Tél : 27.21.85 – Fax : 21.87.37  
E-Mail :  
**KATI**

CAMARA Bandiougou  
Direction Nationale de l'Appui au Monde  
Rural/MDRE  
B.P. 1098  
Tél : 22.28.77 – Fax :  
E-Mail :  
**BAMAKO**

FOFANA Mamady Mamadou  
MDRE/CPS  
B.P.E 1196  
Tél : 22.32.24 – Fax : 23.04.25  
E-Mail :  
**BAMAKO**

TOURE Abdoulaye  
Présidence de la République  
B.P. 10 – Koulouba  
Tél : 22.75.15 – Fax :  
E-Mail :  
**BAMAKO**

TRAORE Oumar  
COC/SSA  
B.P. 1748  
Tél : 21.49.53 – Fax : 21.79.14  
E-Mail :

## **MAURITANIE**

AHMED SALEM Ould Ahmed  
Correspondant National du CILSS  
B.P. 1135  
Tél : 25.74.75/29.04.65 – Fax : 25.10.52  
E-Mail :  
**NOUAKCHOTT**



OULD MOHAMEDOU Baba  
Conseiller du Commissaire à la Sécurité  
Alimentaire  
B.P. 377  
Tél : 25.14.58 – 25.28.30 – Fax : 25.69.95  
E-Mail :  
**NOUAKCHOTT**

MOHAMED ELBECHIR Ould Seyid  
Bienfaisance Sans Frontière  
B.P. 3441  
Tél : 29.03.25 – Fax : 25.92.38  
E-Mail : [bsf@liardd.mr](mailto:bsf@liardd.mr)  
**NOUAKCHOTT**

## **NIGER**

YABILAN Maman  
Direction de l'Agriculture  
B.P. 323  
Tél : 72.27.75/75.23.35 – Fax : 72.27.75  
E-Mail :  
**NIAMEY**

**GONZALEZ Jaime**  
Action contre la Faim  
B.P. 11491  
Tél : 75.30.80 – Fax : 75.30.79  
E-Mail : [acfnl@innet.ne](mailto:acfnl@innet.ne)  
**NIAMEY**

## **SENEGAL**

KONATE Amadou Mactar  
Ministère de l'Agriculture  
14, Avenue Président Lamine GUEYE  
B.P. 486  
Tél : 823.33.09/823.86.05 –  
Fax : 822.55.41  
E-Mail : [sen.046@enda.sen](mailto:sen.046@enda.sen)  
**DAKAR**

GUEYE Samba  
CNCR , Bourguiba X front de Terre  
B.P. 249  
Tél : 827.60.88 – Fax : 827.41.01  
E-Mail : [cncr@metissacana.com](mailto:cncr@metissacana.com) –  
[cncr@telecomplus.sn](mailto:cncr@telecomplus.sn)  
**DAKAR**

NGALANE Mamour  
Fédération des Associations Féminines du  
Sénégal  
Sicap Ryland – Cité Bakary II  
B.P. 5967  
Tél : 827.22.57 – Fax : 827.24.15  
E-Mail :  
**DAKAR**

Mme SECK Vore Gana  
CONGAD  
Rodale International  
B.P.A 237  
Tél : 951.10.28 – Fax : 951.16.70  
E-Mail : [rodale@sonatel.senet.net](mailto:rodale@sonatel.senet.net)  
**DAKAR**

FALL Alioune  
Direction Programme Modernisation et  
Intensification de L'Agriculture  
TP Som Bloc Hann  
B.P.  
Tél : 832.52.27/832.52.28  
E-Mail :  
**DAKAR**

## **TCHAD**

NGARASSEMTA Ngaorndjam  
Ministère de l'Agriculture  
Directeur Adjoint de la Promotion des  
Productions Agricoles  
et Sécurité Alimentaires (DPPASA)  
B.P. 1059  
Tél : 51.62.84/51.60.32 –  
Fax : 52.56.68/52.51.19  
**N'DJAMENA**



## **CILSS**

Mme CISSE Mariam K. SIDIBE  
Secrétaire Exécutif  
03 B.P. 7049  
Tél : 30.67.58/30.67.59 – Fax : 30.67.57  
E-Mail : [cilss@fasonet.bf](mailto:cilss@fasonet.bf)  
**OUAGADOUGOU 03**

MBODJ Yamar  
Conseiller en Sécurité Alimentaire  
03 B.P. 7049  
Tél : 30.67.58/30.67.59 – Fax : 30.67.57  
E-Mail : [cilss@fasonet.bf](mailto:cilss@fasonet.bf)  
**OUAGADOUGOU 03**

OULD BELLAL MEDELLAH  
Conseiller en Communication  
03 B.P. 7049  
Tél : 30.67.58/30.67.59 – Fax : 30.67.57  
E-Mail : [cilss@fasonet.bf](mailto:cilss@fasonet.bf)  
**OUAGADOUGOU 03**

KAMARA Oumar  
Coordonnateur PRORES et PREGEC p.i  
03 B.P. 7049  
Tél 31.24.71 - Fax :  
E-Mail : [prores@fasonet.bf](mailto:prores@fasonet.bf)  
**OUAGADOUGOU 03**

DUMONT Jean-Claude  
Conseiller FED-CILSS  
01 B.P. 352  
Tél : 36.10.65 – Fax : 36.19.12  
E-Mail : [dumont@fasonet.bf](mailto:dumont@fasonet.bf)  
**OUAGADOUGOU 01**

THURIET Thierry  
Mission française d'Appui au CILSS  
01 B.P. 72  
Tél : 31.05.77 – Fax : 31.11.42  
E-Mail : [mifrac@cenatrin.bf](mailto:mifrac@cenatrin.bf)  
**OUAGADOUGOU 01**

LEWIS Chantal  
B.P. 548  
Tél : 36.45.56 - Fax : 36.45.57  
E-Mail : [c.lewis@fasonet.bf](mailto:c.lewis@fasonet.bf)  
**OUAGADOUGOU**

YADE Mbaye  
Institut du Sahel  
B.P. 1530  
Tél : 22.09.18 – Fax : 23.34.79  
E-Mail : [myade@prisas.insah.ml](mailto:myade@prisas.insah.ml)  
**BAMAKO**

TEFFT James  
Institut du Sahel / MSU  
B.P. 1530  
Tél : 22.09.18 – Fax : 23.34.79  
E-Mail : [jtefft@prisas.insah.ml](mailto:jtefft@prisas.insah.ml)  
**BAMAKO**

HEBIE Sékou  
Centre AGRHYMET  
B.P. 11011  
Tél : 73.37.03 Fax : 73.36.47  
E-Mail : [diaper@sahel.agrhymet.ne](mailto:diaper@sahel.agrhymet.ne)  
**NIAMEY**

DIOUF Mamadou  
Responsable du Programme Majeur  
Information  
Centre AGRHYMET  
B.P. 11011  
Tél : 73.31.16/73.24.35 – Fax : 73.24.36  
Web : [www.agrhymet.ne](http://www.agrhymet.ne)  
**NIAMEY**

IBRAHIM M. Laouali  
Centre AGRHYMET  
B.P. 11011  
Tél : 73.37.03 Fax : 73.36.47  
E-Mail : [diaper@sahel.agrhymet.ne](mailto:diaper@sahel.agrhymet.ne)  
**NIAMEY**

SALL Abdoulaye  
Consultant CILSS  
B.P. 1966  
Tél : 29.25.92/29.68.13 – Fax : 23.80.56  
E-Mail :  
**BAMAKO**

SORGHO Nobila Jean Christophe  
Interprète Traducteur  
03 B.P. 7049  
Tél : 30.67.58/30.67.59 – Fax : 30.67.57  
E-Mail : [cilss@fasonet.bf](mailto:cilss@fasonet.bf)  
**OUAGADOUGOU 03**

KONTE Souleymane  
Interprète Traducteur  
S/c Institut du Sahel  
B.P. 1530  
Tél : 22.21.48/20.05.51 (D) –  
Fax : 23.02.37 - E-Mail :  
**BAMAKO**

SANOU Emmanuel  
Assistant Administratif  
03 B.P. 7049  
Tél : 33.48.70 – Fax : 30.19.21  
E-Mail : [cilss.prs@cenatrin.bf](mailto:cilss.prs@cenatrin.bf)  
**OUAGADOUGOU 03**

OUANGRAWA David  
Comptable Centre de Gestion  
03 B.P. 7049  
Tél : 31.09.01 - Fax : 31.09.02  
E-Mail : [cilss@fasonet.bf](mailto:cilss@fasonet.bf)  
**OUAGADOUGOU 03**

DARGA Salfo Bernard  
Chauffeur  
03 B.P. 7049  
Tél : 30.62.51 – Fax : 30.71.18  
E-Mail : [cilss@fasonet.bf](mailto:cilss@fasonet.bf)  
**OUAGADOUGOU 03**

#### **ACMAD**

ISSA Lele Mouhamadou  
B.P. 13.184  
Tél : 73.49.92 – Fax : 72.36.27  
E-Mail : [sd@acmadem.ne](mailto:sd@acmadem.ne) –  
[isoalele@excite.com](mailto:isoalele@excite.com)  
**NIAMEY**

#### **FEWS**

GILBERT Frédéric E.  
1611 N. Kent St, Suite 1002, Arlington, VA,  
22209  
Tél : (703) 552-7722 – Fax : (703) 522-7729  
E-Mail : [fgilbert@fews.org](mailto:fgilbert@fews.org)  
**USA**

ALKHALIL Adoum  
B.P. 1139  
Tél : 52.39.00 – Fax : 52.39.00  
E-Mail : [fews.chad@intnet.td](mailto:fews.chad@intnet.td)  
**N'DJAMENA**

SY Hamady Samba - FEWS  
Ambassade USA  
B.P. 222  
Tél : 25.39.18 – Fax : 25.39.18  
E-Mail :  
**NOUAKCHOTT**

#### **UNION EUROPEENNE**

DEVAUX Stéphane  
01 B.P. 1821  
Tél : 41.94.80/81 – Fax : 41.94.82  
E-Mail : [114156.1140@compuserve.com](mailto:114156.1140@compuserve.com)  
**ABIDJAN**

ESCARDINO MALVA Adrian  
B.P.  
Tél : 22.20.65  
E-Mail : [eudelml-i-escardino@cefib.com](mailto:eudelml-i-escardino@cefib.com)  
**BAMAKO**

#### **USAID**

KITE Rod  
USAID/Washington  
1300 Penn.Aue, Washington, DC  
Tél : 202.712.4151 – Fax : 202.216.3018  
E-Mail : [rkite@usaid.gov](mailto:rkite@usaid.gov)  
**USA**

DILLEY Maxx  
USAID/OFDA  
Washington, DC 20523-8602  
Tél : 202-712-5117 – Fax : 202-216-3707  
E-Mail : [mdilley@usaid.gov](mailto:mdilley@usaid.gov)  
**USA**

SOW Salif  
USAID/Mali, Rue poincaré  
B.P. 34  
Tél : 22.94.60 – Fax : 22.39.33  
E-Mail : [ssow@fews.org](mailto:ssow@fews.org) –  
[ssalif.fews@spider.toolnet.org](mailto:ssalif.fews@spider.toolnet.org)  
**BAMAKO**

## **O C D E**

LEBLAN Michel  
2, Rue André-Pascal  
75775 PARIS Cedex 16  
Tél : 01-45.24.17.98 – Fax : 01-45.24.90.31  
E-Mail : [mlebalnc@oecd.org](mailto:mlebalnc@oecd.org)  
**FRANCE**

## **F A O**

JOST Stéphane  
SMIAR – D826 Via delle Terme di Caracalla  
00100 Rome Itali  
Tél : (39) 06.570.56.223 –  
Fax : (39) 06.570.54.495  
E-Mail : [stephane.jost@fao.org](mailto:stephane.jost@fao.org)  
**ROME**

## **P A M**

WICKENS Jamie  
Bureau Régional du PAM pour le Sahel  
B.P. 575  
Tél : 30.60.77 – Fax : 31.38.17  
E-Mail : [jamie.wickens@wfp.org](mailto:jamie.wickens@wfp.org)  
**OUAGADOUGOU**

CONTE Annalisa  
Bureau Régional du PAM pour le Sahel  
B.P. 575  
Tél : 30.60.77 – Fax : 31.38.17  
E-Mail : [annalisa.conte@wfp.org](mailto:annalisa.conte@wfp.org)  
**OUAGADOUGOU**

DIALLO Arhamatou  
B.P. 120  
Tél : 22.20.45/22.45.77 – Fax : 22.68.65  
E-Mail :  
**BAMAKO**  
**ALTERVISION**

DIALLO Cheick Ousmane  
ALTERCOM  
01 B.P. 6019  
Tél : 36.31.93 – Fax : 36.31.94  
E-Mail : [altervision@altervision.net](mailto:altervision@altervision.net)  
**UEMOA**

ATOUGA Marc Lapodini  
UEMOA / DDRE  
01 B.P. 543  
Tél : 31.88.73/74/75/76 – Fax : 31.88.72  
E-Mail :  
**OUAGADOUGOU 01**

## **CATHOLIC RELIEF SERVICES**

AKER Jenny C.  
C/o CRS/Ghana West Africa Regional Office  
B.P. 6333 Accra-North, Ghana  
Tél : 21.76.16.20 – Fax : 77.70.99  
E-Mail : [jaker@ghana.com](mailto:jaker@ghana.com) – [jennaker@hotmail.com](mailto:jennaker@hotmail.com)

## **CROIX ROUGE**

OUATTARA Miengnon Marie Claire  
Assistante des Programmes Secours et DPP et  
la Fédération Internationale des Stés de la  
Croix Rouge et du Croissant  
Rouge – Délégation Régionale Afrique de  
l'Ouest  
04 B.P. 2090  
Tél : 32.15.29 – Fax : 32.85.61  
E-Mail : [fedecr-r@africaonline.co.ci](mailto:fedecr-r@africaonline.co.ci)  
**ABIDJAN 04**

## **AFRISTAT**

OUEDRAOGO Eloi  
B.P.E 1600  
Tél : 21.55.00 – Fax : 21.11.40  
E-Mail : [afristat@malinet.ml](mailto:afristat@malinet.ml)  
**BAMAKO**

## **CONSULTANT**

TOGNOTTI Elena  
Consultante Indépendante  
Djelibougou, Rue 248 x 556  
B.P. 2009  
Tél : 24.14.02 – Fax :  
E-Mail : [s/c cdrame@usaid.gov](mailto:s/c cdrame@usaid.gov)

## **PERSONNEL D'APPUI**

DIASSANA Bazani  
Assistant CONACILSS  
**BAMAKO**

DAGNIOGO Lassana  
Secrétaire/Comptable  
CONACILSS  
**BAMAKO**

Mme SOUMANO Awa SISSOKO  
Secrétaire MDRE  
**BAMAKO**

TINA Kabaye  
Chauffeur  
CONACILSS  
**BAMAKO**

SIDIBE Baba  
Chauffeur  
CONACILSS  
**BAMAKO**